

2021 : année zéro de la gauche française

Par Pauline Graulle

Il reste un peu plus d'un an à la gauche pour s'organiser en vue d'accéder au pouvoir suprême. Mais entre la crise sanitaire qui paralyse les dynamiques politiques et la profusion des candidatures, les épreuves à surmonter sont telles que, même face à un Emmanuel Macron affaibli, l'espoir apparaît ténu.

L'année 2021 sera-t-elle celle de tous les rebondissements ? A gauche, ils sont nombreux à espérer un petit miracle tant le paysage politique qui se dessine en vue de la présidentielle a quelque chose de désespérant. « *Tout le monde sent bien que la rentrée va être celle des sondages désastreux qui vont plomber le moral de tout le monde* », prédisait sombrement, un peu avant Noël, un ancien député socialiste.

Il ne s'était pas trompé. Le 25 janvier, un [sondage Harris Interactive](#) sur la présidentielle plaçait Jean-Luc Mélenchon autour de 10 % des intentions de vote, la socialiste Anne Hidalgo à 6 ou 7 %, et l'écologiste Yannick Jadot, oscillant entre 7 et 10 %... Autrement dit, avec deux voire trois candidatures de gauche, l'accession de ce camp au second tour de la présidentielle apparaît, pour l'heure, mission impossible.

« 2022 : à gauche, bientôt plus de candidats que d'électeurs »

Paradoxalement pourtant, et en dépit d'un « total gauche » dont le poids électoral tourne autour de 25 %, le nombre de prétendants sur le podium des « présidentiables » n'a, ces derniers mois, eu de cesse de se multiplier. Après Jean-Luc Mélenchon, qui a annoncé officiellement sa candidature en novembre, Anne Hidalgo ne fait plus mystère qu'elle se « *prépare* », et Yannick Jadot vient de lancer sa propre plateforme, « 2022 : l'écologie ! ». Trois candidats putatifs auxquels il faut ajouter l'arrivée dans le jeu de l'ancien socialiste, Arnaud Montebourg, qui veut rassembler en faisant vibrer la corde patriote. Ou encore de Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste français, lequel n'exclut pas de s'émanciper de Jean-Luc Mélenchon (que le parti avait soutenu en 2012 puis en 2017) pour porter les couleurs de son parti à la présidentielle.

Une profusion d'impétrants qui, loin d'apparaître comme un signe de vitalité démocratique, a été rapidement perçue comme l'énième symptôme d'un camp sans boussole. « *2022 : à gauche, bientôt plus de candidats que d'électeurs* », ironisait ainsi le quotidien de gauche *Libération*, le 11 janvier. Et comme un aveu que la marche de la présidentielle s'avère de plus en plus haute, les Etats-majors partisans ont, ces derniers temps, beaucoup parlé des élections législatives...

2022 : le grand crash à gauche ? Plus l'échéance approche, plus les obstacles qui s'amoncellent sur le chemin apparaissent en tout cas difficilement surmontables. Il faut dire que la pandémie n'a fait qu'exacerber les faiblesses structurelles d'un camp qui peine, depuis le quinquennat Hollande, à engager l'alternative. Un virus qui empêche, pour l'heure, tout à la fois la perspective de déploiement d'un grand mouvement social, l'émergence d'un leadership politique à forte capacité d'entraînement, et l'élaboration d'une doctrine commune à opposer à Emmanuel Macron et à l'extrême droite.



Comment, en effet, faire entendre une voix discordante quand, depuis un an, le Covid dévore l'espace mental d'une société qui compte, chaque jour, des centaines de morts ? Certes, les manifestations contre la loi dite « sécurité globale », contre l'antiracisme ou les violences policières ont, depuis un an, résisté aux injonctions sanitaires du « chacun chez soi ». De son côté, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, promet même un regain de manifestations au premier trimestre. Reste que l'épidémie entrave pour l'heure, et pour au moins quelques mois encore, la structuration d'une colère (ou d'un espoir) capable de constituer une rampe de lancement pour une alternative écologique et sociale.

Plutôt réussies, singulièrement pour les Verts, qui ont emporté sept des quarante plus grandes villes de France, les élections municipales du printemps devaient être une étape décisive pour l'élection reine. Mais là encore, de reconfinement en reconfinement, le souffle de renouveau qui s'était dégagé du scrutin n'a pas réussi à se cristalliser autour d'un mouvement ou d'une figure identifiée.

Une nouvelle – et dernière – tentative aura lieu lors des élections départementales et régionales, où les Verts espèrent conquérir au moins une région (pourquoi pas la Nouvelle Aquitaine, qui a vu arriver un maire Vert à Bordeaux aux municipales ?), le PS conserver l'Occitanie ou la Bretagne, et où quelques listes d'union (mais sans les Verts) espèrent faire des scores dans le Grand Est ou dans le Nord. Reste que les divisions du premier tour qui s'étalent au grand jour entre les écologistes, socialistes et insoumis pèsent dans la balance (singulièrement en Ile-de-France, où les 3 listes rendent improbable une défaite de la présidente des Républicains, Valérie Pécresse). Et l'extrême droite, pour l'instant en embuscade, pourrait créer la surprise dans deux ou trois régions.

Enfin, le report de mars à juin, de ces élections régionales et départementales, a contraint à repousser la primaire des Verts au mois de septembre, et avec elle, les possibles mues de cette partie du champ politique.

La crise sanitaire : une épreuve positive ?

Une gauche atone, inaudible, et entravée par les aléas sanitaires pour amorcer sa nécessaire restructuration de l'après ère Hollande... En théorie pourtant, et malgré le contexte de glaciation politique généralisé, la pandémie pourrait aussi s'avérer une divine surprise pour l'opposition. Après le mensonge sur les masques, les errements autour des tests, l'acte 3 sur les vaccins s'est transformé en borborygme pour le pouvoir. Les débuts chaotiques de la vaccination de masse résonnent ainsi, déjà, comme une cuisante défaite pour Emmanuel Macron, le gouvernement Castex semblant aujourd'hui incapable d'éviter la stratégie de *stop and go* actuel, avec ses dégâts collatéraux colossaux pour l'économie.

Pour pousser leur avantage, les acteurs en présence doivent néanmoins réussir à proposer une alternative de fond. Il ne s'agit pas seulement de convaincre que le Covid est la créature monstrueuse d'un capitalisme destructeur des écosystèmes. Mais d'avancer un autre modèle de société crédible et rapide à mettre en œuvre, qui pourra répondre à la profonde crise des services publics que des décennies de choix budgétaires ont conduit à la déréliction. A commencer par l'hôpital qui a montré à la fois son efficacité et son indigence dans la crise sanitaire.



Sur le plan sociétal, la pente droitière assumée depuis plus d'un an par Emmanuel Macron pourrait, là encore, ouvrir quelques perspectives pour une offre de gauche écologiste. Quand bien même le chef de l'Etat pourrait, en campagne, tenter de se recentrer sur sa gauche, ses renoncements sur l'écologie (enterrement des mesures de la convention climat, recul sur l'interdiction du glyphosate...), l'extrême-droitisation du discours sur la République et la sécurité (loi sur le « séparatisme » ou la « sécurité globale »), ou la répression de toute contestation sociale (contre les gilets jaunes avant-hier, les retraites hier et les anti-loi sécurité globale aujourd'hui), resteront en mémoire. De même que le débat du 11 février entre Gérald Darmanin, et Marine Le Pen, où, par un jeu de postures, le ministre de l'Intérieur a réussi l'exploit d'apparaître plus islamophobe encore que la candidate du Rassemblement national.

Pour autant, les gauches pourront-elle faire de vice-virtu, et se servir de cette période de basculement comme d'un tremplin pour les mois à venir ? Il leur faudrait aussi, en un temps record, s'unir autour d'une feuille de route commune et d'une incarnation apte à le porter. Ce que plusieurs forces de la société civile, constituées ou non, réclament, à coup de pétitions (comme [« l'appel des 1000 »](#), lancé en octobre), bien conscientes que si l'union n'est pas suffisante, elle n'en sera pas moins nécessaire.

Or pour l'instant, les (maigres) tentatives unitaires ont toutes échoué les unes après les autres : un temps envisagée, l'idée d'organiser des universités d'été communes à la gauche et à l'écologie en août dernier, dans la foulée des municipales, a fait long feu. Et l'espoir suscité par le Printemps marseillais, attelage d'écologistes, de socialistes, de communistes et d'insoumis, victorieux aux municipales à Marseille, a été douché par la démission de la maire, Michèle Rubirola, une écologiste au profil atypique, au profit de son numéro 2, l'apparatchik socialiste Benoît Payan. Une claque pour ceux qui se piquait de renouveler les pratiques politiques...

Par ailleurs, les divisions idéologiques, un temps gommées par la crise sanitaire – pendant le premier confinement, le PS, La France insoumise et les écologistes réclamaient en chœur le retour de l'ISF, la planification écologique, la suppression de la réforme des retraites ou les relocalisations –, sont réapparues crûment ces derniers mois. Non seulement, le clivage de fond demeure sur le rapport au capitalisme entre un camp rejetant en bloc libéralisme (La France insoumise, le PCF et une partie des Verts), et une gauche sociale-écologiste davantage tournée vers une régulation de l'économie de marché.

Mais l'assassinat de Samuel Paty, ce professeur de Conflans-Sainte-Honorine décapité par un terroriste islamiste, a encore creusé l'écart. Soufflant sur les braises de mauvaises polémiques, Anne Hidalgo ou Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, se sont saisis de cette période de tensions pour accuser, sans avancer de preuves, les Verts et La France insoumise d'être « *ambigus* » sur leur rapport à la République. « *En désaccord sur les questions économiques, la gauche se paie le luxe d'une profonde division sur les questions de la laïcité et de l'islam*, résume ainsi le politologue Rémi Lefebvre. « *Racisation* », « *islamophobie* », « *décolonialisme* » sont les mots cristallisant une nouvelle mésentente. Le rapport à la « République » est devenu un puissant marqueur de différenciation et de fragmentation qui complexifie encore un peu plus la donne du rassemblement. »



Autant de questions auxquelles l'année 2021 sera obligée de répondre

Une scission doctrinale qui est aussi le reflet des stratégies personnelles et partisans à l'œuvre, chacun tentant d'avancer ses pions pour 2022 en espérant que les sondages finiront par trancher. Et qu'ils forceront les uns et les autres à se ranger derrière le ou la favori(te). Anne Hidalgo, la maire socialiste de Paris, tente ainsi d'incarner une social-démocratie écologiste et républicaine, apte à convaincre à la fois les classes moyennes métropolitaines et les déçus du Macron de 2017. Jean-Luc Mélenchon, lui, se voit comme le gardien d'une gauche « de gauche » et entend aller chercher le vote des classes populaires (notamment les « gilets jaunes ») alors qu'une crise économique immense point à l'horizon.

Quant à Yannick Jadot, persuadé que l'écologie est en passe de remplacer l'imaginaire social-démocrate, il doit d'abord passer sous les fourches caudines de la primaire des Verts. Une primaire ouverte qu'il veut la plus large possible (l'écologiste le plus médiatique espère qu'un demi-million de votants se déplaceront, afin de lancer une vraie dynamique). Et dont il imagine qu'elle puisse déboucher sur un vote rassemblant, outre sa personne, plusieurs candidats de gauche, notamment Anne Hidalgo qu'il pense pouvoir battre « à la loyale ». « *Il ne peut y avoir qu'un seul candidat entre Mélenchon et Macron* », répète désormais l'eurodéputé EELV, actant de fait l'impossibilité d'une union de toute la gauche.

Après [les élections régionales et départementales](#) où PS, France insoumise et EELV s'affronteront presque partout au premier tour, l'automne prochain sonnera-t-il le temps des accords d'appareils et de la dynamique d'union ? Les sondages auront-ils la légitimité suffisante pour opérer leur effet « tamis » entre les diverses candidatures ? Un programme unitaire pourra-t-il rassembler assez largement pour tenter de rivaliser avec le duopole Macron/Le Pen ? Autant de questions auxquelles l'année 2021 sera bien obligée de répondre.

